

De quoi les sanctions antirusses sont-elles le nom ?

- Actualité politique internationale -

Publication date: dimanche 17 avril 2016

Description:

Les sanctions économiques ont été décidées à partir de mars 2014 afin de punir la Russie de son intervention en Ukraine, afin d'entraver son développement économique, et donc tenter de contenir ou bloquer la Russie dans ses vellétés de puissance.

Après avoir voulu intégrer l'Ukraine - ses richesses naturelles et sa main d'oeuvre - à la « construction européenne », les principaux Etats-membres de l'Union Européenne ont donc fait le choix d'aiguiser la confrontation économique et géopolitique avec la Russie en frappant en premier lieu la population civile russe afin de la retourner contre ses dirigeants. Ce choix brutal et délibéré de cibler les familles populaires de Russie en accentuant les effets déjà dévastateurs de la crise économique ne peut être compris sans être mis en relation avec l'intensité de la rivalité entre les puissances occidentales et la Russie.

Raphaël Da Silva

13.04.15

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

En février 2016 les Etats-membres de l'Union européenne se sont accordés sur la nécessité de proroger de six mois les sanctions économiques à l'égard de la Russie. Outre les sanctions individuelles contre des fonctionnaires russes ou des dirigeants des républiques autoproclamées de Lugansk et Donetsk, l'Union européenne a introduit des restrictions sectorielles contre la Russie. Ces sanctions économiques sont valables jusqu'au 31 juillet 2016 et visent avant tout à déstabiliser le gouvernement russe actuel et freiner l'émergence de la Russie comme puissance internationale de premier plan.

Les sanctions économiques ont été décidées à partir de mars 2014 afin de punir la Russie de son intervention en Ukraine, afin d'entraver son développement économique, et donc tenter de contenir ou bloquer la Russie dans ses velléités de puissance. Après avoir voulu intégrer l'Ukraine - ses richesses naturelles et sa main d'oeuvre - à la « construction européenne », les principaux Etats-membres de l'Union Européenne ont donc fait le choix d'aiguiser la confrontation économique et géopolitique avec la Russie en frappant en premier lieu la population civile russe afin de la retourner contre ses dirigeants. Ce choix brutal et délibéré de cibler les familles populaires de Russie en accentuant les effets déjà dévastateurs de la crise économique ne peut être compris sans être mis en relation avec l'intensité de la rivalité entre les puissances occidentales et la Russie.

Précisons tout d'abord que cet affrontement va bien au-delà de la situation actuelle en Europe orientale. La guerre en Ukraine a néanmoins porté très loin la confrontation entre les grandes puissances et illustre la montée en puissance des contradictions géopolitiques. En effet, le rattachement du territoire autonome de la Crimée à la Fédération de la Russie, l'éclosion de Républiques populaires « antifascistes » dans le Donbass et la guerre civile en Ukraine sont liés en premier lieu au renversement violent du président Yanukovitch et son remplacement par un pouvoir favorable à l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine. Après le coup de force victorieux du 21 février 2014 [\[1\]](#), les pro-européens du mouvement Euro-Maidan ont provoqué l'action de la Russie qui a pu se poser comme protectrice des populations russes et russophones d'Ukraine menacées par la montée en puissance de forces néonazis paramilitaires, l'arrivée au pouvoir de nationalistes ukrainiens antirusses, l'interdiction de la langue russe.

Les classes populaires en Ukraine ont payé le prix fort de la liquidation de l'Union Soviétique en 1991 et de la rivalité entre les monopoles capitalistes russes et les monopoles occidentaux : l'Ukraine unie n'existe plus, elle a été dévastée et divisée par le conflit européen le plus sanglant depuis l'assassinat et le démembrement de la Yougoslavie par l'OTAN dans les années 1990. Plus de 9 000 ukrainiens ont perdu la vie, plus de 500 000 réfugiés se trouvent toujours dans des camps humanitaires en Russie, des dommages matériels très importants ont été infligés au Donbass par l'armée ukrainienne. N'oublions pas également que les politiciens au pouvoir à Kiev ont interdit le Parti Communiste d'Ukraine et imposé une politique particulièrement répressive contre le mouvement ouvrier et contre la mémoire communiste et soviétique.

Les peuples d'Ukraine ne sont pas les seuls à souffrir de l'accroissement de la tension entre les puissances impérialistes. Les travailleurs de Russie sont directement frappés par les sanctions économiques. Ainsi, une dégradation notable des conditions de vie, de travail, d'études peut être remarquée malgré les efforts du gouvernement russe et de Poutine de camoufler la saignée de la population et de réorienter la colère populaire contre « l'étranger » à grand renforts de discours de puissance et d'appel à la défense de la « grandeur de la Russie ». Cette stratégie s'avère pour l'instant payante. Selon un sondage récent, 71% des russes seraient prêt à réélire Vladimir Poutine à la présidence en 2018. Malgré les difficultés quotidiennes rencontrées par la population, les sanctions ont en réalité révélé la capacité et l'habileté des dirigeants de l'Etat russe à jouer sur une confusion dangereuse entre la symbolique anti-impérialiste historique de l'Union Soviétique et la rhétorique de la Russie capitaliste en faveur d'un « monde multipolaire » et du respect des « souverainetés nationales ».

Cette stratégie sciemment organisée a eu pour effet de rendre confus un certain nombre d'intellectuels et de partis

politiques de « gauche » en Europe et ailleurs. Nombreux sont ceux qui tombent dans le piège, et ne voient pas les contradictions aiguës qui s'exercent en Russie. Dévastée par la transition brutale et contre-révolutionnaire du passage du socialisme au capitalisme, la Russie est toujours dirigée par des clans oligarchiques. Le système organisé autour de l'administration Poutine-Medvedev a compris l'intérêt qu'il pouvait trouver dans la mise en place d'une politique de puissances et la reconstruction d'un appareil étatique important, mais toujours au service des monopoles russes.

Un aspect particulièrement pervers de l'accroissement de la rivalité entre les puissances occidentales et la Russie consiste en l'intensité de la violence politique et médiatique en France envers le peuple russe. Cette politique raciste n'a qu'un but : légitimer les sanctions et l'hostilité envers la Russie, et partant de là, préparer les esprits et les consciences à une aggravation supplémentaire des relations internationales, c'est-à-dire à la guerre. En ce qui concerne l'analyse des mécanismes russophobes employés dans les médias, nous renvoyons à l'excellent article de Mathias Reymond publié sur le site de l'Acrimed en septembre 2014 et intitulé « *Ukraine : informations faussées et commentaires à sens unique* [2] ». Un an et demi après la publication de cet article, chacun pourra constater que les discours racistes envers les russes sont toujours audibles, lisibles et visibles dans les médias français.

Cette russophobie politico-médiatique cache mal ses vrais objectifs : légitimer les sanctions contre la Russie et justifier la souffrance des classes populaires en Europe touchée par la rivalité géopolitique. Ainsi, les peuples de Russie et d'Ukraine ne sont pas les seuls à souffrir d'une rivalité impérialiste entre gros monopoles. Etouffés par la crise économique et le poids des sanctions, les travailleurs et les petits producteurs en Europe sont tous appelés à se battre sous « un faux drapeau » au nom d'une lutte contre le « mal », contre « la dictature » de Poutine. Une évolution est cependant notable depuis quelques temps. En Autriche, en Finlande, en Hongrie, en Allemagne, en France, des voix dissonantes de plus en plus écoutées par l'opinion publique, pressent d'en finir avec des sanctions jugées comme contre-productives et néfastes aux économies nationales des Etats-membres. Pour ne citer qu'un exemple, 600 agriculteurs français se suicident chaque année en raison des difficultés économiques. La France est pourtant un pays moteur de l'industrie agroalimentaire et de l'agriculture. Le pays comme le reste de l'UE est durement frappée par les convulsions d'une crise agricole importante qui plonge des milliers de familles d'agriculteurs dans la misère.

Malgré la violence du discours russophobe de la classe politique française et des médias, et malgré le fait qu'elle soit dépossédée en partie des moyens traditionnels d'expressions, une partie non négligeable de l'opinion publique persiste à souhaiter la fin des sanctions. Ce sentiment peut s'expliquer par l'histoire des relations franco-soviétiques et franco-russes, par les prises de position récentes de la diplomatie russe hostile à l'intervention étrangère en Libye en 2011 et au Moyen-Orient en 2013 où elle a empêché déclenchement d'une guerre contre la Syrie par le gouvernement social-démocrate français. A noter cependant que les récits médiatiques russophobes ont été particulièrement agressifs à partir de septembre 2015 au moment de l'intervention militaire russe en Syrie contre l'Etat Islamique et les groupes islamistes dit « modérés » comme Al Nosra, la branche syrienne d'Al Quaida.

Cette nouvelle offensive médiatique ne peut néanmoins dissimuler les possibilités de retournements. Interpellés par les lobbies et autres regroupements d'intérêts économiques ayant le plus à perdre en cas de nouvelle reconduction des sanctions, le gouvernement français semble être prêt à terme à renouer le dialogue avec Moscou et entamer une levée des sanctions. Une situation identique se profile en Allemagne où les milieux d'affaires pressent la chancelière Angela Merkel de lever les sanctions contre la Russie.

En définitive, les sanctions économiques contre la Russie sont le nom de l'aggravation des contradictions existant dans la pyramide impérialiste. Les puissances économiques « nouvelles » cherchent à gagner des parts de marchés tandis que les « vieilles puissances » tentent par tous les moyens de les en empêcher. Sans se soucier des conséquences pour les peuples et les travailleurs, les dirigeants européens ont utilisé l'arme des sanctions économiques pour punir et briser les russes. Cependant, le poids des sanctions sur l'économie russe semble pour l'instant se heurter à la solidité de l'ossature économique, administrative, territoriale de l'Etat russe et à la confusion

créée délibérément par le discours officiel du pouvoir russe sur le « patriotisme » et « l'anti-impérialisme ».

S'il n'y a pas de médiatisation en faveur de ceux qui argumentent en faveur d'une levée des sanctions contre la Russie au nom du fait que ces sanctions frappent avant tout des populations civiles, cette mesure économique offensive, immorale par principe, est de plus en plus rejetée par l'opinion publique. Ce rejet ne doit cependant pas s'établir sur le principe du choix du « meilleur bandit » mais bien sur un critère de classe afin de rejeter toute division, tout racisme, tout « double langage », toute soumission à tel ou tel regroupement de monopoles capitalistes. L'amitié entre nos peuples ne se décrète pas en paroles mais se construit en actes en tant que rapport de force dirigé à l'encontre de ceux qui cherchent à régner et utilisent la division, la confusion et la confrontation armée ou non afin de parvenir à leurs fins.

Raphaël Da Silva

13.04.15

[1] Le mouvement anti-gouvernemental et pro-européen « EuroMaïdan », largement appuyé et financé par les puissances occidentales (les Etats-Unis et les principales puissances européennes) et très relayé par les médias, a pris de l'ampleur pendant plusieurs mois avant de basculer dans la violence (occupation de places et de nombreux bâtiments administratifs, destructions de statues de Lénine, tirs à balles réelles). Le 21 février 2014 est la journée qui voit basculer le pouvoir. Après avoir accepté un premier accord de compromis entre l'opposition et le gouvernement, les principaux soutiens économiques et politiques de l'EuroMaïdan ont rompu leurs engagements et pris le contrôle de l'Etat après la fuite du président Yanukovitch et sa « destitution ».

[2] <http://www.acrimed.org/Ukraine-info...>